



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cellule Risques Chroniques 64

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Pau, le 7 novembre 2025

Référence : DREAL/2025D/9022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 octobre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **VALOR BEARN - SMTD**

#### **Centre de tri**

Chemin des Barthes  
64160 Sévignacq

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 10 octobre 2025, du centre de tri exploité par VALOR BEARN - SMTD et implanté Chemin des Barthes sur la commune de Sévignacq (64160). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de la modification, en date du 6 mai 2025, de certaines dispositions relatives aux installations de gestion de déchets, en particulier celles relatives à la lutte contre les accidents dans le secteur des déchets au sein des installations soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques n° 2711, 2713, 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

VALOR BEARN – SMTD (Centre de tri)  
Chemin des Barthes – 64160 Sévignacq  
Code AIOT : 0005206009  
Régime : Enregistrement  
Non Seveso / Non IED

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- évolution de la situation administrative du site,
- mise en œuvre des nouvelles dispositions du 6 mai 2025,
- traçabilité des déchets.

#### **Présentation de la société**

La société VALOR BEARN - SMTD exploite, depuis 2014, un centre de tri de déchets d'emballages ménagers et de journaux-magazines issus de la collecte sélective, implanté à proximité des infrastructures existantes suivantes : ancienne décharge d'ordures ménagères, quai de transfert et déchetterie, sur la commune de Sévignacq.

L'origine géographique des déchets traités sur le centre de tri est essentiellement l'aire de compétence de Valor Béarn, mais le centre de tri traite également des déchets provenant de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez et peut accepter en dépannage des déchets en provenance du SMTD 65, du Gers et de la partie basque du département (en été).

Les installations sont situées sur la parcelle n° 746A de la section E2 sur une superficie de 4,59 ha.

La capacité annuelle de traitement des déchets entrants est de 26 000 tonnes.

Le centre fonctionne, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2025 du lundi au vendredi de 6 h à 20h15, en 2x8, avec, en permanence, au moins une personne présente pendant les heures d'ouverture.

### Situation administrative

Le syndicat mixte de traitement des déchets ménagers et assimilés du bassin Est du Béarn a été autorisé, par arrêté préfectoral n° 6009-14-10 du 7 mars 2014, à exploiter un centre de tri d'emballages ménagers sur la commune de Sévignacq.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé sont complétées par, en particulier, celles de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le classement de l'établissement s'établit comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux. 1. La surface est supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> .	<b>1 138 m<sup>2</sup></b> <i>Zone de réception : 1 270 m<sup>2</sup></i> <i>Zone de tri : 18 m<sup>2</sup></i> <i>Zone de stockage : 50 m<sup>2</sup></i>	Autorisation
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. 1. le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	<b>6 438 m<sup>3</sup></b> <i>Zone de réception : 3 638 m<sup>3</sup></i> <i>Zone de tri : 450 m<sup>3</sup></i> <i>Zone de stockage : 2 350 m<sup>3</sup></i>	Autorisation
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes. 2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur 1 000 m <sup>3</sup> .	<b>473 m<sup>3</sup></b> <i>Refus de tri</i> <i>Zone de réception : 413 m<sup>3</sup></i> <i>Zone de tri : 2x30 m<sup>3</sup></i>	Déclaration
2910A	Installation de combustion. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est inférieure à 2 MW.	<b>300 kW</b>	Non classé
1432.2	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables. 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup> .	<b>0,5 m<sup>3</sup></b>	Non classé
1434.1	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant inférieur à 10 m <sup>3</sup> /h.	<b>&lt; 1 m<sup>3</sup>/h</b>	Non classé

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative Tableau de classement des activités	Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Précision et vérification du classement du site pour mise à jour</i>	2 mois
2	Dispositions applicables aux installations existantes	Arrêté ministériel (AM) du 6 juin 2018 modifié, Annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission du récolement de l'AM sur les prescriptions applicables</i>	3 mois
3	Entreposage des déchets – État des stocks	AM du 6 juin 2018 modifié, Article 13-IV	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission du bilan annuel 2024 et de la mise à jour de l'occupation des bâtiments à moins de 100 mètres du site, téléversements des registres dans "vigiedéchets"</i>	2 mois
4	Plan de défense contre l'incendie – Maîtrise des incendies	AM du 6 juin 2018 modifié, Article 10	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission du plan de défense contre l'incendie et du compte-rendu du dernier exercice de défense contre l'incendie</i>	2 mois
5	Définitions – Dispositions constructives	AM du 6 juin 2018 modifié, Articles 3 et 6-III, IV et V	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission de la disposition des îlots et des petits îlots des déchets du site en vérifiant leurs conformités</i>	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Détection et surveillance – Rondes	AM du 6 juin 2018 modifié, Article 9-II et III	Demande d'action corrective <i>Mise en place d'une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné par la détection automatique de fumée</i>	3 mois
7	Implantation	Arrêté préfectoral du 7 mars 2014, Article 1.2.2	Proposition de mise en demeure <i>Suppression, en toute sécurité, du stock de 1 500 t de déchets à traiter stockés en dehors de l'emprise du site</i>	3 mois
8	Traçabilité des déchets – Registre des déchets entrants	AM du 31 mai 2021, Article 1	Demande d'action corrective <i>Mise à jour des informations contenues dans le registre des déchets entrants</i>	1 mois
9	Traçabilité des déchets – Registre des déchets sortants	AM du 31 mai 2021, Article 2	Demande d'action corrective <i>Mise à jour des informations contenues dans le registre des déchets sortants</i>	1 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de l'inspection du 10 octobre 2025 sur le centre de tri de Sévignacq, il s'avère que :

- le classement du site est à mettre à jour. Sous deux mois, l'exploitant précise et vérifie la proposition de classement de l'inspection et transmet le classement validé,
- le récolement des prescriptions applicables aux installations existantes de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé est à transmettre sous trois mois, accompagné des mesures compensatoires proposées ainsi que les échéances de mise en conformité associées, le cas échéant,
- la traçabilité des déchets entrants et sortants de l'établissement est à améliorer sous deux mois,
- les justificatifs de la mise en place du plan de défense contre l'incendie et du compte-rendu du dernier exercice de défense contre l'incendie organisé dans l'établissement sont à transmettre sous deux mois,
- les détecteurs de fumées du site n'émettent pas une alarme sonore audible dans la zone concernée. L'exploitant met en place ce dispositif supplémentaire de prévention contre l'incendie sous trois mois,
- l'exploitant stocke 1 500 tonnes de déchets à traiter, dans un bâtiment voisin en dehors du périmètre de son site. Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de supprimer les déchets stockés en dehors de l'emprise de l'établissement et d'organiser, sur place, la prévention du risque incendie tant que les déchets ne sont pas supprimés,
- les registres des déchets entrant ou sortants du site ne contiennent pas toutes les informations prévues par les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. L'exploitant procède aux modifications adéquates sous un mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative – Tableau de classement des activités

<b>Référence réglementaire</b> : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9			
<b>Prescription contrôlée</b> :			
Le classement de l'établissement est le suivant :			
Rubrique	Nature de l'activité	Capacité	Régime
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux. 1. La surface est supérieure ou égale à 1 000 m².	<b>1 138 m²</b> <i>Zone de réception : 1 270 m²</i> <i>Zone de tri : 18 m²</i> <i>Zone de stockage : 50 m²</i>	Autorisation

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	<b>6 438 m<sup>3</sup></b> <i>Zone de réception : 3 638 m<sup>3</sup></i> <i>Zone de tri : 450 m<sup>3</sup></i> <i>Zone de stockage : 2 350 m<sup>3</sup></i>	Autorisation
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes. 2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	<b>473 m<sup>3</sup></b> <i>Refus de tri</i> <i>Zone de réception : 413 m<sup>3</sup></i> <i>Zone de tri : 2x30 m<sup>3</sup></i>	Déclaration
2910A	Installation de combustion. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est inférieure à 2 MW.	<b>300 kW</b>	Non classé
1432.2	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables. 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup> .	<b>0,5 m<sup>3</sup></b>	Non classé
1434.1	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant inférieur à 10 m <sup>3</sup> /h.	<b>&lt; 1 m<sup>3</sup>/h</b>	Non classé

#### Constats :

À la suite de la parution des décrets :

- n° 2016-630 du 19 mai 2016 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier la rubrique n° 1435,
- n° 2018-458 du 6 juin 2018 relatif à la nomenclature des installations classées, modifiant les rubriques n° 2713, 2714 et 2716,
- n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier la rubrique n° 2910,

et compte tenu des évolutions de la nomenclature des installations classées introduites par ces décrets, les installations relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du Code de l'environnement.

Il est à noter que, conformément à la "note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets" du 27 avril 2022 :

- la surface à prendre en compte pour la rubrique n° 2713 est celle affectée à l'entreposage temporaire des métaux et des déchets de métaux, cumulée à celle affectée aux activités de tri et de déconditionnement / reconditionnement,
- le critère de volume à prendre en compte pour la rubrique n° 2714 est associé aux déchets présents sur le site. Il s'agit d'un volume évalué au regard des capacités d'entreposage maximales des installations. Les quantités de déchets entrants ainsi que les quantités de déchets issus des éventuelles opérations de tri doivent être prises en compte pour l'évaluation du régime administratif,
- le critère de volume à prendre en compte pour la rubrique n° 2716 est associé aux déchets présents sur le site. Il s'agit d'un volume évalué au regard des capacités d'entreposage maximales des installations, sans prendre en compte la densité des déchets entreposés. Les quantités de déchets entrants ainsi que les quantités de déchets issus des éventuelles opérations de tri doivent être prises en compte pour l'évaluation du régime administratif, sauf s'il s'agit de déchets couverts par d'autres rubriques.

Aussi, sous réserve des éléments à transmettre par l'exploitant, le nouveau classement peut s'établir comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale	Régime
2716-1	<b>Installation de transit, regroupement, tri</b> ou préparation en vue de réutilisation de <b>déchets non dangereux non inertes</b> à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	<b>X m<sup>3</sup></b> Zone : - de réception : <b>X m<sup>3</sup></b> - de regroupement : <b>X m<sup>3</sup></b> - de tri : <b>X m<sup>3</sup></b> - de refus de tri : <b>X m<sup>3</sup></b> <b>À déterminer</b>	Enregistrement
2713-?	<b>Installation de transit, regroupement, tri</b> ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de <b>déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux</b> , à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface est : 1. supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> 2. supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup>	<b>X m<sup>2</sup></b> Zone : - de réception : <b>X m<sup>2</sup></b> - de regroupement : <b>X m<sup>2</sup></b> - de tri : <b>X m<sup>2</sup></b> <b>À déterminer</b>	Enregistrement ou Déclaration
2714-?	<b>Installation de transit, regroupement, tri</b> ou préparation en vue de réutilisation de <b>déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc</b> , textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est : 1. supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> 2. supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	<b>X m<sup>3</sup></b> Zone : - de réception : <b>X m<sup>3</sup></b> - de regroupement : <b>X m<sup>3</sup></b> - de tri : <b>X m<sup>3</sup></b> <b>À déterminer</b>	Enregistrement ou Déclaration
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappes ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages que les cavités souterraines et les stockages enterrés La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines est inférieure à 50 tonnes au total.	<b>0,169 t de GNR (0,2 m<sup>3</sup>)</b> <b>À valider</b>	Non classé
2910 A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1 La puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est inférieure à 1 MW.	<b>300 kW</b>	Non classé
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué est inférieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total.	<b>X m<sup>3</sup> de GNR</b> <b>À déterminer</b>	Non classé

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de préciser :

- les surfaces réelles de la zone de stockage des refus de tri, des zones de réception, de regroupement et de tri de déchets non dangereux, en lien avec les seuils de la rubrique n° 2716,
- les volumes réels des zones de réception, de regroupement et de tri de déchets non dangereux de métaux et de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, en lien, respectivement, avec les seuils des rubriques n° 2713 et 2714, afin de déterminer le régime du classement de ces activités : déclaration ou enregistrement,
- le volume annuel de GNR distribué.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Dispositions applicables aux installations existantes**

**Référence réglementaire :** Arrêté du 6 juin 2018 modifié, Annexe II

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions ci-après sont applicables aux installations autorisées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018 selon le calendrier suivant :

1 <sup>er</sup> janvier 2019	1 <sup>er</sup> juillet 2019	1 <sup>er</sup> juillet 2024	1 <sup>er</sup> janvier 2026
Article 1 <sup>er</sup> Article 2 Article 3 Article 4 Article 10 Article 12 Article 21 Article 22, sauf 1 <sup>er</sup> point Article 23, sauf 2 <sup>e</sup> alinéa Article 24 Article 25 Article 26	Article 9, sauf 4 <sup>e</sup> point tiret du I Article 13 Article 15, 1 <sup>er</sup> alinéa Article 16 Article 17 Article 18 Article 19 Article 20	Article 10-1	III, IV, V et VI de l'article 6 Article 10-2

Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations autorisées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

**Constats :**

L'exploitant a déclaré :

- avoir réalisé le plan de défense contre l'incendie, prévu par l'article 10.1 listé ci-dessus (cf. fiche de constat n° 4 ci-après),
- avoir commencé l'analyse de la conformité du site aux dispositions des points III, IV et V de l'article 6 et de l'article 10-2 (cf. fiche de constat n°5 ci-après).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le récolement de toutes les prescriptions, listées dans le tableau ci-dessus, en les comparant aux dispositions prévues dans son arrêté préfectoral du 7 mars 2014 et, le cas échéant, de proposer des mesures compensatoires, ainsi que les échéances associées de mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Entreposage des déchets – État des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté du 6 juin 2018 modifié, Article 13-IV

**Prescription contrôlée :**

Les aires de réception, [...], regroupement, de tri [...] des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du Code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. [...]. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...]

**Constats :**

L'inspection a constaté que les aires de réception, de regroupement et de tri des déchets sont distinctes, mais ne sont clairement repérées.

Contrairement à l'article R. 541-43 du Code de l'environnement, le registre de l'établissement (correspondant à son SIRET) pour les déchets dangereux (ou non) entrants et sortants, n'est pas complété dans la base de données électronique centralisée dénommée "vigiedéchets", qui intègre dorénavant l'application "Trackdéchets" et le "registre national des déchets" (cf. fiches de constat n°8 et 9 ci-après).

L'exploitant a déclaré connaître son état de stock en poids, via le logiciel de pesée PRECIA MOLEN utilisé sur le site, mais il ne fait pas de mise à jour systématique hebdomadaire du stock. Par ailleurs, il n'a pas mis en place de moyen permettant d'évaluer le volume des déchets présents et n'a pas à disposition de l'inspection de bilan annuel indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

L'inspection a constaté que, pour certaines alvéoles de déchets entrants ou sortants, la hauteur des déchets entreposés était entre 3 à 6 mètres.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- mettre en place un repérage des aires de réception, de regroupement et de tri des déchets,
- mettre en place un moyen pour connaître son état des stocks en volume,
- mettre à jour de manière systématique le stock hebdomadaire des déchets présents dans l'établissement,
- transmettre le bilan annuel de 2024,
- mettre à jour la base de données électronique centralisée dénommée "vigiedéchets" en déclarant les déchets non dangereux entrants et sortants ainsi que les déchets d'exploitation dangereux (ou non) sortants de son établissement (cf. fiches de constat n°8 et 9 ci-après).
- transmettre la mise à jour de l'occupation des bâtiments à moins de 100 mètres du site, afin de déterminer si la hauteur des déchets entreposés doit être, au maximum, strictement égale à 3 mètres ou 6 mètres.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Plan de défense contre l'incendie - Maîtrise des incendies**

**Référence réglementaire :** Arrêté du 6 juin 2018 modifié, Article 10

**Prescription contrôlée :****I. Plan de défense contre l'incendie**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. [...]

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.



Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

## II. Maîtrise des incendies

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.[...]

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. [...]

### **Constats :**

L'exploitant a déclaré avoir mis en place son plan de défense contre l'incendie comprenant, entre autres, des détecteurs de fumées, des moyens de lutte contre l'incendie (RIA et extincteurs), une aspiration des fumées dans le hall de tri, une alarme 24h/24, etc.

Il a précisé que toutes les alarmes du site étaient transférées sur les portables d'astreinte du personnel quand le site est fermé et qu'il n'y a plus de personnes présentes physiquement, de 20h15 à 6h du lundi au vendredi et les samedi/dimanche toute la journée.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection :

- son plan de défense contre l'incendie et, en particulier, les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes,
- le compte rendu du dernier exercice de défense contre l'incendie organisé dans l'établissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 5 : Définitions - Dispositions constructives

**Référence réglementaire :** Arrêté du 6 juin 2018 modifié, Articles 3 et 6-III, IV, V

### Prescription contrôlée :

#### Article 3 : Définitions

Au sens du présent arrêté, on entend par : [...]

Déchets combustibles : déchets, qui ne sont pas qualifiés d'incombustibles. [...]

Îlot : zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m<sup>2</sup>.

Petit îlot : zone « susceptible de contenir » des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

- le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à 10 m<sup>3</sup> si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m<sup>3</sup> sinon ;
- les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ;
- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.

#### Article 6

[...]

### III. Petits îlots.

A. Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.

B. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.

C. Les prescriptions du B peuvent être adaptées par arrêté préfectoral, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation.

À cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet :

- la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ;
- une étude démontrant l'absence d'effets domino.

### IV. Entreposage des déchets combustibles ou inflammables.

Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si l'une des deux conditions suivantes est respectée :

- le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur ;
- ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie complété par des moyens automatiques fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment, par exemple un rideau d'eau. Le déclenchement automatique n'est pas requis pour un îlot lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans cet îlot est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de déchets combustibles ou à 1 m<sup>3</sup> de déchets inflammables.

Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.

### V. Règles alternatives.

À l'exception des installations dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement a été réalisé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, y compris les cas d'extensions ou de modifications d'installations existantes régulièrement mises en services lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement, les prescriptions du IV, peuvent être adaptées par arrêté préfectoral.

<p>À cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une étude d'ingénierie d'incendie spécifique ou une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;</li> <li>• une étude de flux thermique démontrant que l'incendie généralisé d'une zone délimitée remplie au maximum de sa capacité n'est pas susceptible de soumettre les zones voisines ou les bâtiments voisins à un flux thermique supérieur : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ à 8 kW/m<sup>2</sup>, lorsque la zone est protégée par un système d'extinction automatique adapté ou par des moyens d'extinction prépositionnés couplés à une surveillance humaine permanente ;</li> <li>◦ à 5 kW/m<sup>2</sup>, dans les autres cas. [...]</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les déchets entrants en mélange étaient entreposés par alvéole dans une halle fermée et que les déchets sortants étaient entreposés soit à l'intérieur d'une autre halle, trié par nature en alvéoles ou en balles, soit en extérieur triés par nature en balles gerbées les unes sur les autres contre le mur du bâtiment.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de définir les îlots et les petits îlots des déchets de son établissement et de vérifier s'il est conforme aux nouvelles dispositions prévues par l'article 6 de l'arrêté ministériel susvisé.</p> <p>Dans le cas contraire, il transmet les règles alternatives qu'il propose de mettre en place (cf. fiche de constat n°2).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 6 : Détection et surveillance - Rondes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté du 6 juin 2018 modifié, Article 9-II et III</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>II. Détection et surveillance</u></p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux petits îlots. [...]</p> <p><u>III. Rondes</u></p> <p>A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site. [...]</li> </ol> <p>B. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</li> <li>- le parcours des rondes et les points d'observation ;</li> <li>- la formation du personnel concerné ;</li> </ul>

- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

**Constats :**

L'exploitant a déclaré que :

- des rondes sont réalisées sur le site. En particulier, une ronde dans l'ensemble des zones de stockage de déchets est effectuée à la fermeture du site et qu'il allait s'assurer qu'une ronde soit réalisée systématiquement deux heures après le dernier arrivage de déchets,
- les alarmes des détecteurs fixes de fumées sont reportées sur les téléphones des personnels désignés,
- une télésurveillance 24h/24 est réalisée en dehors des heures ouvrées de l'établissement, permettant de visualiser à distance les écrans de sécurité du site.

Enfin, il a déclaré que le site n'était pas équipé de dispositif d'extinction automatique d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné par la détection automatique de fumée, le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Implantation**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 7 mars 2014, Article 1.2.1

**Prescription contrôlée :**

Les installations autorisées sont situées sur la parcelle cadastrale 746A de la section E2 de la commune de Sévignacq, représentant une superficie de 4,59 ha.

**Constats :**

L'inspection a constaté qu'un stockage "tampon" de 1 350 tonnes de déchets de collecte sélective en mélange mis en balle et de 150 tonnes de "corps creux" en vrac sont stockés en dehors de l'emprise de l'établissement dans un bâtiment voisin (ancien centre de tri) appartenant au SIECTOM, non assuré et dont les moyens de prévention incendie ne sont ni maintenus, ni opérationnels.

Au vu de l'organisation en 2x8 de l'établissement et des déchets à traiter qui arrivent au fil de l'eau des collectes du territoire prévu pour l'établissement, l'exploitant a déclaré être seulement dans la capacité d'intégrer, petit à petit dans le processus de tri du site, les corps creux et d'avoir terminé de les traiter d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de supprimer les 1 500 tonnes de déchets à traiter stockés en dehors de l'emprise de l'établissement sous trois mois.

Pendant le temps nécessaire à leur suppression, il met en place, au plus près des déchets stockés à traiter, des moyens de prévention de l'incendie et il organise des rondes de surveillance, dans les mêmes conditions que la réglementation le prévoit.

Il transmet à l'inspection les justificatifs correspondants.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescriptions

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Traçabilité des déchets – Registre des déchets entrants**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 1

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement [...], y compris ceux effectuant un tri de déchets [...], établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet [...]

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ; [...]
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ; [...]
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; [...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté son registre des déchets entrants, extraits du logiciel de pesée PRECIA MOLEN. Ce registre enregistre l'apport des déchets entrants de manière chronologique. Le ticket correspondant à chaque entrée précise la date et l'heure, la nature du déchet, le nom du transporteur et du client, un chiffre en lien avec le traitement qui sera réalisé dans l'établissement et le poids.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de vérifier que toutes les informations demandées par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé sont incluses dans son registre et de procéder aux modifications adéquates, le cas échéant. En particulier, il devra faire mentionner le code du déchet et le code du traitement complet R"X" ou D"X" (X étant un chiffre).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Traçabilité des déchets – Registre des déchets sortants**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 2

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

L'exploitant a présenté son registre des déchets sortants traités au sein de son établissement, extraits du logiciel de pesée PRECIA MOLEN. Ce registre enregistre la sortie des déchets sortants de manière chronologique. Le ticket correspondant à chaque sortie précise la date et l'heure, le code du déchet, la nature du déchet, le nom du transporteur et du client, un chiffre en lien avec le traitement qui sera réalisé en dehors de l'établissement et le poids.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de vérifier que toutes les informations demandées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé sont incluses dans son registre des déchets sortants et de procéder aux modifications adéquates, le cas échéant. En particulier, il devra faire mentionner le code du traitement complet R"X" ou D"X" (X étant un chiffre).

Il est rappelé à l'exploitant que son registre des déchets sortants doit intégrer, outre les déchets traités au sein de l'établissement, les déchets produits par l'exploitation du site qu'ils soient dangereux ou non.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois